ISSN 1111-2050

Insaniyat

Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales



Hirak
Enjeux politiques et dynamiques sociales

Tome 1 - Histoire, reconnaissance et institutions

Omar CARLIER • Hassan REMAOUN
Karima DIRÈCHE • Mansour KEDIDIR • Mustapha MENOUER

Entretien
Avec Khaoula TALEB IBRAHIMI

24e année - numéro 87
janvier- mars 2020

87

Insaniyat | إنسانيات

2020
janvier - mars
جانفي–مارس

ردمد 1111-2050

إنسانيات

المجلة الجزائرية في الأنثروبولوجيا و العلوم الاجتماعية



الحراك
رهانات سياسية وديناميات اجتماعية

الجزء 1 – التاريخ، الاعتراف والمؤسسات

عمر كارلي • حسن رمعون • كريمة ديرآش
منصور قديدير • مصطفى منور

لقاء
خولة طالب الابراهيمي

السنة الرابعة والعشرون - عدد 87
جانفي – مارس 2020

SOMMAIRE

Hirak, enjeux politiques et dynamiques sociales

n° 87, janvier-mars 2020 (Vol. XXIV, 1)

Editorial par Belkacem BENZENINE
En langue française 7
En langue arabe 7

Présentation par Amar MOHAND-AMER
En langue française 9
En langue arabe 9

Entretien
Avec Khaoula TALEB IBRAHIMI (en langue arabe) 15

Tome 1 - Histoire, reconnaissance et institutions

Hirak : un mouvement socio-politique inédit et inventif. Temps suspendu et/ou en devenir 13
Omar CARLIER

Référence à l'histoire et enjeux mémoriels lors du hirak algérien (2019-2020). Autour du slogan Novembriya-Badissiya et de son envers Dawla madaniya (État civil) 47
Hassan REMAOUN

Renouer avec l'histoire et apaiser ses violences. Quelle place pour une « reconnaissance » publique en Algérie ? 77
Karima DIRÈCHE

Le hirak : les marches pour la « reconnaissance » 93
Mansour KEDIDIR

Algérie 2019-2020 : crise de légitimité et solutions légales 111
Mustapha MENOUER

Résumés des articles

En langues française et anglaise 125
En langue arabe 27

Insaniyat n° 87, janvier-mars 2020, p. 9-12

Présentation

Bousculant certitudes et évidences sur la situation de l'Algérie post « printemps arabe », le *hirak*, convient-il de le souligner, reste un champ d'étude insuffisamment intelligible en dépit de la profusion des travaux lui ayant déjà été consacrés.

Le *hirak* est à analyser comme un marqueur sociologique et anthropologique dans le rapport des Algériens avec leurs institutions et un fait politique s'inscrivant dans le processus des bouleversements/recompositions que vit le pays depuis les événements d'octobre 1988 (Benzenine, Boumaza & Yalaoui (dir.), 2012 ; El Kenz, 1991 ; Boukhobza, 1991).

Par ailleurs, le nouveau contexte politique et social dévoile, à l'exemple des soulèvements populaires et mouvements de contestation dans la région (Monde arabe), la fragilité des rapports entre l'État (et ses institutions) et les citoyens. Il rend compte d'une réalité, que l'on connait mieux depuis 2011, celle de régimes forts en « apparence » (Camau & Vairel, 2014).

Le *hirak* constitue, sans conteste, un *moment* historique révélateur d'une effervescence sociale inédite. En effet, c'est en tant que mouvement social, compris dans le sens d'une « forme d'action collective concertée en faveur d'une cause » (Le Saout, 1999), que ce numéro d'*Insaniyat* est pensé et construit. Il s'inscrit dans la continuité des productions de la revue sur les mouvements sociaux : en 1999 avec *Mouvements sociaux, mouvements associatifs* et en 2012, *Algérie, 50 ans après l'indépendance (1962-2012). Permanences et changements*. En 2008, le CRASC a publié un ouvrage sur *L'Algérie 50 ans après. État des savoirs en Sciences Sociales et humaines 1954-2004* (Benghabrit-Remaoun, Haddab (dir.), dans lequel les contributeurs présentent un aperçu sur l'évolution des connaissances relatives à la société algérienne durant quatre décennies.

Les observations du *hirak*, que le CRASC a mis en perspective[1], dès le mois d'avril 2019, suggèrent que des modalités et des principes tacites semblent structurer ce mouvement : la revendication d'un État de droit, le caractère pacifique (*silmiya*) et solidaire des marches et rassemblements,

[1] « *Hirak* du 22 février 2019 : premiers enseignements », Débats du CRASC, 22 avril 2019.

le rejet de toute forme de récupération politique ou partisane, la convocation de l'histoire, en particulier la Guerre de libération nationale, le refus de toute ingérence internationale, etc.

L'appropriation de l'espace public dans la durée, par les nombreux manifestants, montre ce qu'appellent Alban Bensa et Eric Fassin une « rupture d'intelligibilité ». Les facteurs déclencheurs du *hirak* et la logique de son déploiement demeurent méconnus, bien que des études, débats académiques et analyses politiques aient mis en garde, après 2011, contre une réalité politique et sociale, annonciatrice de troubles et d'instabilité (Dirèche, 2019; Addi, 2017; Baamara, 2016 ; Belakhdar, 2015 ; Djabi, 2012, etc.).

L'objectif de ce numéro d'*Insaniyat* est double. Il s'agit, d'une part, de dégager des premiers enseignements en rapport avec l'« originalité », réelle ou supposée, de cette « révolution » citoyenne, et d'autre part, de réfléchir sur les conditions de sa constitution, son organisation et ses répertoires d'actions.

In fine, le numéro aspire également à engager les chercheurs à interroger « les points aveugles » dans ce domaine de recherche, tout en prenant de la distance avec les « émotions politiques » (Braud, 1996), objectif ardu s'agissant du *hirak*, mouvement aux contours encore flous et dont la dynamique, multiforme, est toujours en cours.

L'ouverture du numéro à une investigation large a permis de recevoir de nombreux articles d'Algérie et de l'étranger. S'articulant autour de plusieurs objets, ceux-ci sont réunis en deux volumes : « Histoire, reconnaissance et institutions » et « Discours et acteurs ».

Dans le premier, « Histoire, reconnaissance et institutions », sont mis en exergue trois objets. Il est question, tout d'abord, d'une exploration des tréfonds de l'histoire nationale que le *hirak* interpelle, interroge et mobilise. Ensuite, d'une quête psychologique, sociale et politique de la reconnaissance. Enfin, de l'interaction du *mouvement du 22 février* avec les institutions de l'État.

Analysant le sens des mots, les répertoires d'action et la pluralité des acteurs que le *hirak* a mis en avant, Omar **Carlier** esquisse un panorama général des luttes sociales et politiques qu'a connu le pays au 20^{e} siècle. Dans cette plongée (urgente) dans l'Algérie de 2019, les lieux et l'espace sont associés à la citoyenneté, elle-même corrélée dans ce mouvement, selon l'auteur, au pacifisme et aux libertés publiques.

Le recours à l'histoire, très présente dans cette mobilisation politique et sociale, est multiforme. Les références au passé concourent aux tentatives (et tentations) d'appropriation du *hirak* sur fond de surenchères idéologiques. Articulation que Hassan **Remaoun** dissèque par le prisme

de deux slogans-programme *Novembriya-Badissiya* et *Dawla madaniya,* expressions et représentations des clivages politiques de la société algérienne post-indépendance.

Dans le même registre, Karima **Dirèche** souligne l'importance du rapport entre les adresses et aspirations politiques, culturelles et identitaires du *hirak* et les combats démocratiques que les Algériens ont menés depuis 1962. Configuration complexe où le rôle et la responsabilité de l'État sont questionnés et la cathartique reconnaissance publique revendiquée et réclamée.

Demande et attente récurrentes dans ce *hirak*, la reconnaissance est pensée dans la contribution de Mansour **Kedidir** comme une réponse de la société au mépris, dont elle est l'objet de la part du système politique algérien, que l'auteur qualifie de « pathologie sociale ».

Par son ampleur, la mobilisation politique et sociale du 22 février 2019 ne pouvait ne pas bousculer et fragiliser les équilibres institutionnels. Le départ d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril 2019 a mis en lumière les contradictions et limites du système politique : une problématique institutionnelle et politique que Mustapha **Menouer** aborde dans ce numéro, par l'angle de la dualité et/ ou diptyque légitimité et légalité en situation de crise.

A ces contributions, s'ajoute l'entretien de Khaoula **Taleb Ibrahimi** avec notre collègue Belkacem Benzenine, dans lequel elle apporte un éclairage sur les enjeux sociaux, culturels et politiques de l'usage des langues en Algérie. Taleb Ibrahimi inscrit cette question dans une optique plus large, dépassant le cadre de l'opposition/cohabitation linguistique que connaît le pays depuis l'indépendance. Au sujet du hirak, sont abordées dans cet entretien des questions renvoyant à la participation des Algériens à l'action politique, le rôle de l'élite intellectuelle et la référence à l'identité durant ce mouvement contestataire.

Au final, nous estimons que l'objectif du comité de rédaction d'*Insaniyat* d'aboutir à un numéro sur le *hirak* tout en prenant de la distance et du recul devant l'emballement de l'histoire et la profusion des évènements, est atteint.

Ce fut une expérience éditoriale originale, dans le sens où la dynamique politique et sociale, induite par le *mouvement du 22 février*, impacte encore la société et les institutions. C'est ce qui ressort fortement dans une grande partie des contributions où le *hirak* est compris comme un processus en flux continu, bien que la pandémie de la Covid-19 ait réduit relativement son action.

Nous espérons que les pistes et les travaux préliminaires que ce numéro a mis en perspective augureront des réflexions et chantiers plus profonds et aboutis sur un mouvement, qui a marqué, de sa belle empreinte, la société algérienne.

Amar MOHAND-AMER

Bibliographie

Addi, L. (2017). Système politique et paix civile en Algérie. *Confluences Méditerranée*, *1*, (100), 27-39. URL: https://bit.ly/3tRTApX.

Baamara, L. (2016). L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011. *Actes de la recherche en sciences sociales*, *1*, (211-212), 109-125

Belakhdar, N. (2015). « L'éveil du Sud » ou quand la contestation vient de la marge: Une analyse du mouvement des chômeurs algériens. *Politique africaine*, *1*, (137), 27-48.

Benghabrit-Remaoun, N., Haddab, M. (dir.). (2008). *L'Algérie 50 ans après. Etat des savoirs en Sciences Sociales 1954-2004*. Oran : Editions CRASC.

Bensa, A., Fassin, E. (2002). «Les sciences sociales face à l'événement ». *Terrain*, (38). URL : http://journals.openedition.org/terrain/1888 ; DOI : 10.4000/terrain.1888.

Benzenine, B., Boumaza, N. et Yalaoui, A. (2012). Algérie. 50 ans après l'indépendance (1962-2012) : permanences et changements (présentation), *Insaniyat*, (57-58).

Boukhobza, M (1991). Octobre 88 : évolution ou rupture ? Alger : Bouchène.

Braud, Ph. (1996). *L'émotion en politique*. Paris : Presses de Sciences Po.

Camau, M., Vairel, F. (dir.). (2014), *Soulèvements et recompositions dans le monde arabe*. Paris : Les Presses de l'Université de Montréal.

Dirèche, K. (2019). *L'Algérie au présent. Entre résistances et changements*. Paris : Karthala.

El Kenz, A. (1991). *Au fil de la Crise : 5 études sur l'Algérie et le monde arabe*. Alger: Bouchène.

Le Saout, D. (1999). Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective. *Insaniyat*, (8),163-145 .

جابي عبد الناصر، (2012). **لماذا تأخر الربيع الجزائري**. الجزائر: منشورات الشهاب.